

Conseil Municipal du 29 avril 2016

Intervention d'Irène Félix

Une délibération de ce type ne devrait pas susciter de commentaire particulier. Celle-ci pourtant le fera tant l'intrigue concentre un certain nombre de bizarreries. Bizarreries sur le moment, bizarreries sur le montant, bizarreries sur le financement. Et bizarreries, sans doute, sur les votes.

Bizarrerie sur le moment : c'est bien tard ... et c'est bien tôt.

C'est bien tard pour un projet dont il nous a été dit, lorsqu'il a été lancé, qu'un de ses principaux avantages sur le projet initial de reconstruction était de garantir une accélération dans sa réalisation. La livraison était annoncée pour 2017. Cette promesse-là avait convaincu bien des Berruyers amoureux de la culture de renoncer au site historique. **Ils ont été trompés.** Fin du premier acte.

C'est bien tard au regard de la décision prise en septembre 2013, il y a bientôt trois ans, de lancer le concours d'architecte et celle, il y a près d'un an et demi, de choisir un projet. Lancer un tel projet sans visibilité sur les financements n'était pas seulement hasardeux. C'était amuser la galerie en occupant le temps pour un projet dont vous saviez que la réalisation serait nécessairement reportée. Nouvelle tromperie.

C'est bien tard alors que les financements essentiels, ceux du Contrat de Plan Etat Région, sont connus depuis plus d'un an.

Mais **c'est aussi bien tôt** et bien à contretemps, un mois après le vote du budget 2016 qui ne contient aucune ligne de financement pour la Maison de la Culture.

C'est bien vite après le débat d'orientation budgétaire qui n'envisageait aucune dépense sur ce dossier avant 2018.

C'est bien vite après la mise en scène spectaculaire que vous avez faite pour dire que la ville était désargentée. Certes, grâce aux Berruyers, votre cassette va être mieux remplie ... Est-ce de l'improvisation ? Est-ce une farce ? En tous, cas, du mauvais théâtre et une sacrée volte-face.

Et c'est **après votre échec** de transférer des équipements culturels à l'agglomération.

Bizarrerie sur le montant

Le projet présenté dans cette délibération se monte à 27,8 millions d'euros HT soit 33,4 M€ TTC. Il inclut les travaux en tant que tels (23,8 millions d'euros), les études et honoraires (3,5 millions), les fouilles archéologiques (538 000 €). Le montant total est très proche de celui présenté par Serge Lepeltier, votre prédécesseur, lorsqu'il s'adressait aux collectivités locales en octobre 2013 pour demander des co-financements. Dans le courrier auquel je fais référence, le contenu de la dépense n'était pas détaillé. Cependant, un mois avant, le concours d'architecte avait été lancé sur la base d'un montant de travaux de 21 millions d'euros HT. Aujourd'hui, le montant des travaux annoncé est de 23,8 millions d'euros, soit 2,8 millions d'euros HT en plus. L'envers du décor c'est donc que « le reste » a diminué. C'était quoi, le reste ? Le cas échéant, quelle fourberie cela cache-t-il ?

Nos questions sont donc les suivantes : **Que recouvre aujourd'hui l'enveloppe de travaux ?** Que recouvrait en 2013 l'enveloppe globale de 28 millions ? De quelle ambition cela témoigne-t-il ?

Bizarrerie sur les financements

Si le plan de financement que vous nous proposez n'est pas une surprise, il comprend aussi son lot de bizarreries.

Ce plan de financement est la copie conforme de ce qui était prévu et annoncé il y a plus d'un an, après la signature du Contrat de Plan Etat Région définissant les cofinancements de l'Etat, de la Région et de façon complémentaire, du département. Notons que c'est **déjà un bel engagement de ces financeurs** pour un projet qui était bien loin des scénarii prévus pour les contrats de plan. Nous y avons travaillé, je pense en particulier à François Bonneau, Président de la région et Jean-Pierre Saulnier, alors Président du département. Le complément demandé à la région dans le cadre du contrat régional d'agglomération dépendra des choix de Bourges Plus : l'acteur de ce dossier que vous êtes aura dans quelques instants confirmation qu'il ne devrait pas y avoir de coup de théâtre venant de la région, sur votre gauche, du côté cour.

Il reste 13 millions d'euros pour la ville. Cela reste très conséquent.

Cependant, - et c'est la première bizarrerie - par une petite note, glissée comme une clause peu avouable dans un contrat, vous affichez toujours 2 millions d'euros de mécénat. Ceux qui ont participé à une réunion de présentation du projet d'architecte à l'Auditorium il y a dix-huit mois se souviennent que vous comptiez beaucoup sur « les entreprises du bâtiment reconnaissantes ». Vous imaginez que nous serons attentifs à l'origine des fonds collectés.

Mais la principale bizarrerie, c'est l'écart entre ce qui est indiqué ici et ce que vous avez déclaré à la presse il y a une quinzaine de jours : à l'occasion de la venue de la Ministre, vous demandiez « *deux à trois millions* » d'euros en plus. Certains, dans de belles tirades, considèrent même que ce serait « *un minima* ». Pourquoi pas, j'avais, de mon côté, indiqué à la Ministre précédente qu'un effort supplémentaire de l'Etat serait cohérent au regard de sa co-responsabilité dans la situation présente.

Mais alors, quel va être votre vote sur votre propre plan de financement ? Vous l'approuvez ou vous ne l'approuvez pas ? La question se pose pareillement aux autres groupes de cette assemblée.

Enfin, la bizarrerie ultime de cette délibération, c'est que ce plan de financement va être approuvé par ceux qui contre – puisqu'ils en demandent un autre. Et pas forcément approuvé par ceux qui, s'il n'était le moment, s'il n'était la fracture que continue de creuser ce projet – et l'huile jetée en permanence pour l'entretenir -, le considéreraient comme correct.

Nous sommes toujours convaincus qu'un dénouement serein nécessite d'atteindre trois objectifs : reconstruire une maison – c'est primordial ; financer correctement cette reconstruction ; **rassembler les Berruyers autour du projet**. Rien ne vous arrêtera avez-vous déclaré ? On aimerait surtout que, sur ces trois points – je dis bien ces trois points -, vous avanciez.

Il n'y aura pas d'unanimité sur cette délibération. C'est parce que vous ne donnez pas les signes nécessaires que nous avons fait ensemble le choix de partager nos voix entre un vote favorable qui salue l'engagement financier de l'Etat et marque celui de la collectivité régionale et un vote d'abstention qui rappelle notre profonde désapprobation sur la conduite, comme sur le fond, de ce projet. Pas d'« *Embrassons-nous Folleville* », donc, qui effacerait, comme au boulevard, « *l'improvisation* », « *le manque d'anticipation* », en bref la « *gestion calamiteuse* » - toutes ces expressions sont empruntées - de ce dossier.

Je conclurais, si vous le permettez, cette intervention par une adresse au chœur.

Je veux dire combien nous avons été touchés, émus même, par la confiance que beaucoup d'entre vous avez témoigné autour de ce dossier au gouvernement socialiste de la France. Vous nous avez dit, vous nous dites encore : « *dépêchons-nous, après les élections présidentielles, la culture risque de faire les frais des économies drastiques que voudra faire la droite. On va perdre l'argent du Contrat de Plan* ».

On nous l'a dit à gauche, parmi ceux qui n'ont pas de mots assez durs pour le réputé ultra-libéralisme du gouvernement actuel. On nous l'a même dit, sans doute, à droite. Admettons que vous ayez raison, admettons que l'on puisse avoir peur parce que, vous le reconnaissez, pour la culture et donc pour l'égalité, pour la justice, pour le progrès, pour les territoires, pour notre territoire, -pour les professionnels de la culture, les intermittents aussi - la droite et la gauche ce n'est pas la même chose.

En ce cas, je vous dis : hé oh, la gauche ! Engagez-vous avec nous pour 2017.